

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 20/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CRIEL ENERGIES**

213 COURS VICTOR HUGO  
33130 Bègles

Références : UDRD-2024-09-T-683  
Code AIOT : 0005805531

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2024 dans l'établissement CRIEL ENERGIES implanté Lieu dit plaine de sang roy 76910 Criel-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 06/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le programme pluriannuel de contrôle. Les derniers suivis environnementaux du site mettent en évidence un impact significatif sur la faune volante nécessitant un contrôle sur ce sujet.

Au regard des constats établis lors de la précédente visite de l'inspection des installations classées, certains sujets techniques relatifs à la mise en sécurité des installations ont également été abordés.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CRIEL ENERGIES
- Lieu dit plaine de sang roy 76910 Criel-sur-Mer
- Code AIOT : 0005805531
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CRIEL ENERGIES bénéficie des droits acquis au titre des dispositions des articles L.513-1 et R.513-1 du code de l'environnement. L'antériorité pour cette installation a été actée par courrier en date du 17 septembre 2012.

La société CRIEL ENERGIES appartient au groupe VALOREM.

L'installation est implantée sur les communes de Criel-sur-Mer et Saint-Martine-Le-Gaillard.

Elle est composée de 4 aérogénérateurs de technologie ACCIONA, de type AW 1500, avec une hauteur mâts et nacelle de 80 m et un rotor de 82 m de diamètre, soit une hauteur en bout de pale de 121 m. La puissance unitaire des machines est de 1,5 MW, soit un total de 6 MW pour l'ensemble du parc.

L'installation a été mise en service le 04 juillet 2011.

Le suivi de l'exploitation et de la maintenance de ce site, est assuré par la société VALEMO.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective	1 mois
3	Retour d'expérience sur la mortalité du site	Code de l'environnement du 05/05/2022, article R 512-69	Demande d'action corrective	1 mois
5	Systèmes instrumentés de sécurité - détection incendie et sur-vitesse	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III et IV	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Documentation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Retour d'expérience sur la mortalité du site	Code de l'environnement du 05/05/2022, article L 411-1	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'examen a été mené par sondage. Plusieurs demandes sont formulées auprès de l'exploitant dans

le cadre du suivi environnemental mis en place sur le site et des opérations de maintenance.  
Le contrôle des équipements mis en place pour la sécurité du site en cas d'incendie conduit l'inspection des installations classées à proposer à M. le Préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant d'établir la liste des équipements instrumentés de sécurité destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation en cas d'incendie et de procéder à leur contrôle sous 2 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réalisation suivi environnemental
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>« Pour un » projet de renouvellement, autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par « le II de » l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les suivis environnementaux réalisés pour les années 2021, 2022 et 2023. Une mortalité supérieure à la moyenne régionale a été relevée ces 3 dernières années. L'exploitant a mis en place un bridage pour diminuer cette mortalité dès 2022. Il n'a pas été assez efficace la première année, le bureau d'études a donc recommandé de le renforcer. <b>En 2023, le bridage n'a</b></p>

**pas été opérationnel lors de la seconde période** (septembre-octobre), expliquant sans doute en partie une mortalité très élevée de chiroptères. **Cette absence de bridage n'a pas été détectée par les équipes en charge de l'exploitation du parc.** Ce sont les résultats du suivi environnemental qui ont conduit l'exploitant à s'interroger sur l'efficacité de son bridage.

En 2023, le suivi est constitué de 12 passages concentrés sur août-octobre. Le protocole 2018 demande d'effectuer un minimum de 20 passages, **le suivi 2023 n'est donc pas conforme.** Par ailleurs, le délai de persistance des cadavres est d'environ 1,5 jours depuis le début des suivis, des passages plus fréquents auraient donc été souhaitables afin d'identifier les cadavres.

**Les groupes d'espèces sont caractérisés, mais pas toujours jusqu'à l'espèce.** D'ailleurs, une mortalité de Pipistrelle pygmée (menacée en région) a été relevée, mais le bureau d'études n'est finalement pas sûr de cette identification. Pourtant Alise Environnement bénéficie d'une dérogation espèces protégées lui permettant de récolter les cadavres de chiroptères lorsque l'identification n'est pas faisable sur le terrain, afin d'effectuer des analyses en laboratoire. Cette analyse devrait au moins être systématique en présence d'une espèce potentiellement protégée.

Suite au suivi environnemental, Valemo a demandé au constructeur des machines d'incrémenter les mêmes critères de bridage qu'en 2023. L'exploitant n'est pas en mesure de programmer ce bridage lui-même. En l'absence de réponse au jour de la visite, Valemo s'engage à doubler le système d'une surveillance humaine : à partir du 1<sup>er</sup> août, 3 fois par nuit, un agent de Valemo va vérifier l'effectivité du bridage via le logiciel de surveillance. En cas de critères de température et de vent proches ou dans les seuils fixés et de fonctionnement de l'éolienne, l'éolienne sera arrêtée manuellement.

Par courriel du 9 août 2024, l'exploitant a fourni une attestation de la mise en place effective du bridage par le constructeur.

En parallèle, un nouveau suivi environnemental est en cours en 2024, conformément au protocole 2018. Cependant, le bureau d'études ne prévoit aucun passage en juillet, mois pourtant important en termes de mortalité chiroptères et avifaune de manière générale. Cette pratique est habituelle pour ce bureau. Valemo n'ayant travaillé qu'avec cette société, aucune donnée n'est disponible pour le parc sur ce mois malgré les nombreux suivis environnementaux menés. La mortalité étant donc inconnue au mois de juillet et il n'est pas couvert par un bridage. **Ce mois doit impérativement être prospecté lors du prochain suivi environnemental (2025).**

Valemo a fourni les justificatifs de dépôt des données environnementales sur DEPOBIO.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°1 :** l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de maintenir un suivi environnemental, conforme au protocole de 2018, sur l'année 2025. Ce suivi doit prévoir des passages au mois de juillet.

Lors de ce suivi toutes les mesures doivent être prises afin de caractériser les groupes d'espèces jusqu'à l'espèce.

**Demande n°2 :** l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en œuvre une mesure préventive afin de détecter les défaillances du bridage des aérogénérateurs sous 1 mois.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Retour d'expérience sur la mortalité du site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 05/05/2022, article L 411-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Découverte et information DREAL
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits :</p> <p>La destruction ou l'enlèvement des oeufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté la procédure P03 EXP « Découverte d'un individu avifaune ou chiroptère (mort ou vivant) sur un parc éolien ».</p> <p>Elle mentionne les obligations réglementaires liées à la protection stricte des espèces.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Retour d'expérience sur la mortalité du site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 05/05/2022, article R 512-69
<b>Thème(s) :</b> Autre, Retour d'expérience sur la mortalité du site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. /.../</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté la procédure P03 EXP « Découverte d'un individu avifaune ou chiroptère (mort ou vivant) sur un parc éolien ».</p> <p>Elle mentionne les obligations réglementaires de transmission d'un rapport d'accident.</p> <p>Une mortalité d'espèce menacée a été découverte sur le site pendant son exploitation: une Pipistrelle pygmée (VU) en 2023. La procédure prévoit que l'information doit être transmise à VALEMO par le bureau d'étude ou l'agent qui a fait la découverte. C'est ensuite à VALEMO de faire remonter l'information à l'administration. La mortalité de Pipistrelle pygmée n'a pas été remontée à VALEMO avant la transmission du suivi environnemental définitif. Elle n'a donc pas été transmise à l'administration.</p> <p>Une analyse de la mortalité a été faite dans le suivi environnemental : le bureau d'études a justifié la mortalité par un bridage insuffisant. Le fait est que le bridage n'était en fait pas actif.</p> <p>En action corrective, VALEMO a transmis une fiche de déclaration d'incident faune volante par courriel du 18/07/2024. Cette fiche n'est pas complétée sur les actions correctives proposées par l'exploitant, ni sur les enseignements tirés et ne mentionne pas que le bridage était inactif.</p> <p>Si le bridage 2023 a été reconduit avec une solution de secours d'arrêt manuel des machines en cas de défaillance, il n'a pas été renforcé comme proposé par Alise Environnement. Le pourcentage de couverture des contacts par ce bridage n'est pas connu. La DREAL demande une couverture minimale de 90 % des contacts et de 100 % des conditions de vol enregistrés pour la Pipistrelle pygmée (et la Noctule commune en cas de présence).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°3 :</b> L'exploitant fourni sous 1 mois la fiche d'accident complétée avec l'ensemble des informations demandées (bridage, actions correctives...)</p> <p><b>Demande n°4 :</b> L'exploitant fournira le pourcentage de couverture des contacts par le bridage mis en place sous 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports</p>

de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les rapports du 22/03/2024 suite aux contrôles réalisés le 19/03/2024 par un organisme compétent sur les installations électriques des éoliennes et du poste de livraison. Ces rapports mentionnent des observations. L'exploitant a présenté la demande de maintenance corrective à réaliser lors des interventions prévues en octobre 2024 sur les installations.</p> <p>Concernant les suites de la visite du 18/05/2017, l'exploitant a présenté les compte-rendus de l'intervention réalisée le 14/06/2018 afin de réparer la phase à nu dans la fondation de l'éolienne E5.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Systèmes instrumentés de sécurité - détection incendie et sur-vitesse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III et IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SIS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>IV - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La liste des équipements instrumentés de sécurité est répartie sur plusieurs documents du constructeur. L'examen s'est porté sur la détection d'un incendie au sein des aérogénérateurs. Les éléments présentés ne permettent pas d'identifier une liste des équipements instrumentés de sécurité concernant l'incendie.</p> <p>L'exploitant indique que la détection incendie est assurée par différentes sondes de température placées dans différentes armoires en nacelle et au niveau du transformateur. Seule la sonde de température installée dans le transformateur est mentionnée dans les rapports de maintenance annuelle.</p> <p><b>Au vu de ces éléments, il est proposé à M. le Préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant d'établir la liste des équipements instrumentés de sécurité destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation en cas d'incendie et de procéder à leur contrôle.</b></p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Essais
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'examen a été mené par sondage. L'exploitant a présenté les rapports de maintenance préventive annuelle où le test de l'arrêt d'urgence est réalisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Documentation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Langue Française
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>I. - L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.</p> <p>Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel.</p> <p>Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.</p> <p>Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Aucun rapport de contrôle et de maintenance n'est établi en français.</p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°5 :** L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se mettre en conformité avec l'article 2.3 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 pour les prochains rapports de contrôle et maintenance à venir et notamment de transmettre les justificatifs demandés dans le cadre de la proposition de mise en demeure en langue française.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois